ELECTIONS LEGISLATIVES - MARS 1993 - 6e CIRCONSCRIPTION







Madame, Monsieur,

La Gauche Socialiste vous a déçu et vous n'attendez rien de bon d'un éventuel retour de la Droite.

Les suppressions d'emplois et le chômage partiel sont les principaux sujets de vos inquiétudes et de votre colère, vous subissez l'austérité.

De cette politique vous n'en voulez plus.

Le Parti Socialiste, les Ecologistes, la Droite envisagent-ils d'en changer ? Jugez-en :

- le Président de la République s'installe déjà dans la cohabitation avec un Gouvernement de Droite,
- les dirigeants écologistes n'excluent pas leur participation à un tel gouvernement.

En Lorraine, à la Région, ils ont déjà rejoint la majorité de Droite.

Michel ROCARD invite le P.S. à se "saborder" au profit de vieilles combinaisons politiciennes en faisant alliance avec les Ecologistes et la Droite "centriste". De tels projets ont de quoi inquiéter les femmes et les hommes attachés aux valeurs de gauche et de progrès.

Toutes ces formations politiques sont d'accord sur l'essentiel et vous appellent à vous préparer à de nouveaux sacrifices dans tous les domaines.

L'Europe de "Maastricht" dont-ils glorifiaient les bienfaits n'aura-t-elle pas été rapidement perçue comme un "marché de dupes" pour les travailleurs de Gründig et Hoover, pour les sidérurgistes et les marins-pêcheurs ?

Le partage du travail serait-il devenu la solution miracle pour endiguer la montée du chômage ? N'est-ce pas un renforcement de l'intérim ou des contrats emploi-solidarité et surtout la baisse généralisée des salaires par le partage des revenus ?

C'est bien cette logique qui avec la baisse du pouvoir d'achat et la précarité est responsable de l'explosion du chômage, en particulier chez les jeunes. Les cadeaux au patronat, la flexibilité du travail, la diminution des charges sociales ont-ils contribué à créer de nouveaux emplois ?

Non à la fiscalisation de la sécurité sociale et à la "vignette bleue". Retrait de la loi "Teulade".

Ils envisagent de vous faire payer votre protection sociale, vos retraites, ils continuent de remettre en cause vos acquis (en matière de remboursement à 90 ou 100 %). Tout cela va faire chuter votre pouvoir d'achat, donc la croissance et l'emploi.

Il n'y a vraiment pas d'avenir de ce côté là.

Une politique nouvelle est possible, nécessaire et urgente. Nous faisons des propositions réalistes qui permettraient sans attendre de changer considérablement votre vie. Elles sont à débattre et à enrichir.

• Il faut arrêter la casse de nos industries de base, mines, sidérurgie (retirer le plan de 8000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie, de 700 aux H.B.L., réouvrir les mines de Roncourt et Mairy-Mainville).

• Réduire à 35 heures par semaine le temps de travail sans diminution de salaire.

• Garantir le droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, embaucher définitivement les intérimaires et les CES.

• Améliorer la qualité de nos services publics par le refus de toute privatisation, le maintien des statuts et la création de nouveaux postes : hôpitaux, SNCF, PTT. Dans l'Education Nationale, réembaucher les maîtres auxiliaires licenciés, arrêter son démantèlement au bénéfice de l'école privée (40 milliards de francs à récupérer). Revenir au principe : "Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée".

• Empêcher les grands groupes industriels de licencier par des mesures dissuasives. Contrôler les fonds publics affectés à la formation et au soutien à l'emploi.

• Revitaliser notre tissu industriel, desserrer le crédit et relancer la croissance, en exigeant que les banques nationalisées jouent un rôle plus actif dans le soutien à l'emploi de la petite et la moyenne entreprise.

• Encourager l'investissement productif en taxant la spéculation et l'exportation des capitaux.

• Conforter notre économie agricole dans la recherche de sa diversification dans l'agro-alimentaire et les biocarburants (projet Ethanol à Etain). Refuser la nouvelle politique agricole commune (PAC).

• La France doit exiger que la Communauté Européenne fasse échouer les diktats américains concernant l'agriculture (GATT), la taxation de nos aciers, le boycott de nos services, en utilisant son droit de véto.

• La spéculation et la désindustrialisation massive organisées sous l'égide du FMI et de la Banque Mondiale nécessitent une lutte internationale de tous les travailleurs pour sauvegarder et améliorer leurs emplois, leurs acquis sociaux.

• Les institutions de la 5e République anti-démocratiques, doivent être abrogées et remplacées.

C'est sur de telles mesures en rupture avec la politique de soumission au capital que peut se réaliser le nécessaire rassemblement de tous ceux et celles qui vivent de leur travail.

Dans ces conditions, il y a une force pour laquelle vous pouvez voter avec la certitude que demain elle s'opposera à la Droite et à ses projets, et que plus elle pèsera dans la vie nationale par le nombre de ses députés, et des voix qu'elle aura recueilli mieux vous serez défendus ; cette force, c'est le Parti Communiste Français.

SERVEZ-VOUS DU VOTE
MICHEL GILLES
POUR VOUS FAIRE ENTENDRE

Imprimerie GRAPHI 3 - JOEUF - 82 22 79 44

VU LES CANDIDATS